

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 20 (1902)
Heft: 62

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 04.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Abonnements:

Schweiz: Jährlich Fr. 6.
2^{tes} Semester . . . 3.
Ausland: Zuschlag des Porto.
Es kann nur bei der Post
abonnirt werden.

Prix einzelner Nummern 10 Cts.

Abonnements:

Suisse: un an . . . fr. 6.
2^e semestre . . . 3.
Etranger: Plus frais de port.
On s'abonne exclusivement
aux offices postaux.

* Prix du numéro 10 cts.

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint 1—2 mal täglich,
ausgenommen Sonn- und Feiertage.

Redaktion und Administration
im Eidgenössischen Handelsdepartement.

Rédaction et Administration
au Département fédéral du commerce.

Paraît 1 à 2 fois par jour,
les dimanches et jours de fête exceptés.

Annoncen-Pacht: Rudolf Mosse, Zürich, Bern etc.
Insertionspreis: 25 Cts. die viergespaltene Borgiszeile (für das Ausland 35 Cts.).

Régie des annonces: Rodolphe Mosse, Zurich, Berne, etc.
Prix d'insertion: 25 cts. la ligne d'un quart de page (pour l'étranger 35 cts.).

Inhalt — Sommaire

Rechtsdomizile. — Domiciles juridiques. — Registre du commerce. — Banque du Commerce à Genève. — Proletarisierung in Preussen. — Recettes des douanes et des contributions indirectes en France. — Aussenhandel Englands. — Goldproduktion des Witwatersrand. — Marché charbonnier en Allemagne. — Druckfehler-Berichtigung.

Amtlicher Teil — Partie officielle

Rechtsdomizile. — Domiciles juridiques. — Domicilio legale.

LA PRÉSERVATRICE, Unfall-Versicherungs-Aktiengesellschaft, in Paris.

Kanton Zug. Die Gesellschaft verzeigt ihr Rechtsdomizil bei Herrn Gustav Wyss, Versicherungsagentur, in Zug, an Stelle des bisherigen Inhabers. (D. 15)

Bern, den 15. Februar 1902.

Namens der „Préservatrice“,
Der Generalbevollmächtigte: Cadé.

„Rheinisch-Westfälischer Lloyd“,

Transport-Versicherungs-Aktiengesellschaft in M.-Gladbach.

Die Gesellschaft verzeichnet folgendes kantonale Rechtsdomizil für den Kanton Aargau: Herr Werner Bolliger, Hauptagent, Hintere Vorstadt 366, in Aarau. (D. 16)

Zürich II, den 15. Februar 1902.

Die General-Agentur: Ernst Giesker.

New-Yorker „Germania“, Lebensversicherungs-Gesellschaft in Berlin.

Die Gesellschaft verzeichnet unter Aufhebung des bisherigen nachstehendes kantonale Rechtsdomizil für den Kanton Schaffhausen: Herren Bernath & Schürer, z. Ritter, in Schaffhausen. (D. 17)

Zürich, den 15. Februar 1902.

Der Generalbevollmächtigte für die Schweiz:
Ernst Giesker.

L'UNION, Compagnie d'assurances sur la vie humaine, à Paris.

Le domicile juridique de la compagnie pour le Canton de Bâle-Ville est élu chez le Comptoir d'Escompte du Jura, à Bâle, en remplacement de M. J.-R. Schaublin, démissionnaire. (D. 18)

Berne, le 17 février 1902.

Les mandataires généraux de l'UNION,
Compagnie d'assurances sur la vie humaine, à Paris:
Marcuard & Cie.

Handelsregister. — Registre du commerce. — Registro di commercio.

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

Bern — Berne — Berna

Bureau Bern.

1902. 17. Februar. Die Firma E. Hitz in Bern (S. H. A. B. Nr. 63 vom 2. März 1898, pag. 260) ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen.

Bureau de Courtlary.

17 février. Léon Vuilleumier, originaire de Tramelan-dessus et de La Sagne, et Jacob Bühlmann, originaire d'Eggiwil, domiciliés les deux à St-Imier, ont constitué à St-Imier sous la raison sociale Vuilleumier & Bühlmann, une société en nom collectif qui commencera ses opérations dès ce jour. Genre de commerce: Fabrication d'horlogerie. Bureau: St-Imier: Rue du Vallon.

17 février. La raison sociale S. & P. Jeanneret, fabrication d'horlogerie, à St-Imier (F. o. s. du c. du 13 mars 1900, n^o 94, page 379), est éteinte par suite du décès de Paul Jeanneret, l'un de ses chefs.

La suite du commerce de cette maison avec l'actif et le passif a été reprise par Samuel Jeanneret, originaire du Locle, domicilié à St-Imier, sous la raison sociale Samuel Jeanneret. Genre de commerce: Fabrication de montres chronographes. Bureau: St-Imier, Rue de Tramelan 18.

Bureau de Delémont.

17 février. Pierre Monnin, père, Pierre Monnin, fils, et Ariste Monnin, les trois domiciliés à Develier, mais originaires de Bourgnon, ont constitué à Develier sous la raison sociale P. Monnin père et fils, une société en nom collectif qui a commencé aujourd'hui. Genre de commerce: Fabrication de boîtes argent.

Bureau Interlaken.

14. Februar. Wegen Ablebens des Inhabers wird die Firma Jb. Bühler, Confiserie in Interlaken (S. H. A. B. Nr. 56, 1893, pag. 431) von Amtes wegen gelöscht.

Freiburg — Fribourg — Friburgo

Bureau de Bulle (district de la Gruyère).

1902. 17 février. Le chef de la maison E. Simoncini, à Bulle, est Emile Simoncini, feu Antoine, de Filatiera (province de Massa Carrara, Italie), domicilié à Bulle. Genre de commerce: Comestibles. Magasin: maison Brenchaud.

Bureau d'Estavayer.

17 février. Le chef de la maison Jean-Joseph Riedo, à Surpierre, qui commence dès ce jour, est Jean-Joseph Riedo, feu Jean, de St-Antoine, domicilié à Surpierre. Genre de commerce: Exploitation de l'auberge de «La Croix d'or», à Surpierre.

Bureau Tavers (Bezirk Sense).

17. Februar. Inhaber der Firma Peter Hayoz in Düdingen ist Peter-Joseph Hayoz, Sohn des Johann Jakob sel., von Düdingen, in Ottsberg. Natur des Geschäftes: Knochenmehlhandlung und Futterartikel.

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau de Vevey.

1902. 17 février. Le chef de la maison Hermann Martin, à Vevey, est Hermann, fils de feu Hermann Martin, de Kenzingen, Grand-Duché de Baden, domicilié à Vevey. Genre de commerce: Gypserie et peinture. Atelier: Place du Marché, à Vevey.

17 février. Le chef de la maison V^{ve} Kühn, à Vevey, est Marie-Madeleine Kühn, née Bühler, veuve de François Kühn, de Laufenbourg (Argovie), domiciliée à Vevey. Genre de commerce: Papeterie. Magasin: Rue de la Poste n^o 23, à Vevey.

Neuenburg — Neuchâtel — Neuchâtel

Bureau de Môtiers (district du Val-de-Travers).

1902. 17 février. Le chef de la maison Henri Chédol, aux Verrières, est Henri Chédol, des Bayards, domicilié aux Verrières. Genre de commerce: boucherie.

Genf — Genève — Ginevra

1902. 15 février. La raison Jules Amblet, «Café-restaurant du Jura et de Chantepoulet» et «Hôtel du Jura», à Genève (F. o. s. du c. du 31 août 1892, page 761, et 20 février 1899, page 206), est radiée ensuite de remise de commerce.

15 février. La société en commandite Billaudot et Co, ayant son siège à Paris et une succursale à Châtellaine (commune de Vernier), laquelle avait pour objet le commerce du phosphore, et le sous-titre de «Compagnie électrique du Phosphore» (F. o. s. du c. du 21 juillet 1898, page 886), ayant supprimé la dite succursale, celle-ci est radiée.

15 février. Sous la dénomination Syndicat des ouvriers et ouvrières de pierres industrielles et branches similaires de Genève, il a été constitué une société (régie par le titre 28 du C. O.), qui a pour but de représenter et défendre les intérêts de la corporation, de s'occuper activement des élections aux tribunaux de Prud'hommes, de fournir aux conseils de Prud'hommes des experts et arbitres compétents, d'aider les ouvriers sans travail en leur en procurant, soit en les soutenant dans le besoin d'une façon quelconque. Son siège est à Genève. Ses statuts ont été adoptés en assemblée le 24 janvier 1902. Tous les ouvriers et ouvrières pierriers et leurs similaires, résidant dans le canton de Genève, ont le droit de faire partie du syndicat. Le droit d'entrée est fixé à fr. 2 pour les ouvriers et à fr. 1 pour les ouvrières; la cotisation mensuelle à fr. 1 pour les ouvriers et à fr. 0. 50 pour les ouvrières. Les démissions s'envoient par écrit au comité; on sort aussi de la société par exclusion dans les cas prévus aux statuts. La société est administrée par un comité de 8 membres, nommés pour une année à la majorité des membres du syndicat, et rééligibles. Pour tous engagements envers les tiers, le syndicat est engagé par la signature collective du président, du secrétaire et du trésorier. Les convocations aux assemblées se font par cartes, par voie d'affichage ou par les journaux. Les sociétaires sont dégagés de toute responsabilité individuelle à l'égard des engagements de la société. En cas de dissolution du syndicat, son avoir sera confié à la Fédération ouvrière qui en sera détenteur jusqu'à la formation d'un syndicat pour-suivant le même but et ayant au moins 20 membres. Le président est Armand Devenoges; le secrétaire est Victor Pfister, et le trésorier est Charles Eternod, tous domiciliés à Genève.

15 février. La raison Jules Châtelet, aux Eaux-Vives (F. o. s. du c. du 2 août 1898, page 926), est radiée ensuite de l'association ci-après contractée.

Les suivants: Jules-Antoine Châtelet, de Genève, domicilié au Petit-Saconnex, Paul-Ernest Châtelet, d'origine neuchâteloise, domicilié aux Eaux-Vives, et Paul-Camille Dussus, d'origine française, domicilié aux Eaux-Vives, ont constitué aux Eaux-Vives, sous la raison sociale Jules Châtelet et Co, une société en nom collectif qui a commencé le 1^{er} février 1902, et a repris la suite des affaires de la maison ci-dessus radiée. Genre d'affaires: Entreprise de travaux publics. Bureaux et chantiers: Rue Jean-Charles n^o 13.

Compte de profits et pertes de la Banque du Commerce à Genève pour l'exercice 1901.

(Approuvé par l'assemblée générale des actionnaires du 10 février 1902.)

Doit		Charges		pour l'exercice 1901.		Avoir		Produits	
				(Approuvé par l'assemblée générale des actionnaires du 10 février 1902.)					
				I. Frais d'administration.					
				Appointements et gratifications des employés et sur-					
				numéraires.					
				Loyer du bâtiment de la banque.					
				Entretien et réparations du bâtiment de la banque.					
				Chauffage et éclairage.					
				Impressions, registres, formulaires, insertions, fourni-					
				tures de bureau etc.					
				Ports de lettres, dépêches et téléphone.					
				Frais relatifs au concordat et à la chambre de com-					
				pensation.					
				Frais de confection de billets de banque.					
				Mobilier: Entretien, réparations, etc.					
				Divers: Etrennes, dons, etc.					

Annexe au compte de profits et pertes de la Banque du Commerce pour l'exercice 1901.

Répartition du bénéfice.

suivant Art. 31 *) des statuts et le vote de l'assemblée générale des actionnaires.

Le bénéfice net suivant le compte de profits et pertes est de	fr. 576,216. 25
Allocation au compte de réserve pour aménagements de l'immeuble	fr. 25,000. —
Dividende de l'exercice 1901, suivant décision de l'assemblée générale fr. 45. — par action, soit sur 12,000 actions	" 540,000. —
Report à nouveau	" 11,216. 25
	fr. 576,216. 25

*) Article 31 des statuts:

- „L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.
 „Les produits nets, déduction faite de toutes les charges, constituent les bénéfices.
 „Sur les bénéfices il est prélevé en premier lieu, pour former un fonds de réserve, jusqu'à concurrence de fr. 500,000, une somme qui ne peut être inférieure au 5% des dits bénéfices.
 „Après ce prélèvement et ceux que l'assemblée peut décider en faveur d'une réserve spéciale, le bénéfice net est réparti par parts égales entre toutes les actions.
 „Le paiement du dividende tel qu'il a été fixé par l'assemblée générale a lieu en une seule fois au plus tard un mois après la dite réunion.
 „Les réserves, ordinaire et extraordinaire, peuvent servir, avec l'approbation de l'assemblée, à accroître ou à compléter le dividende de l'exercice.“

Bilan annuel

de la Banque du Commerce à Genève

au 31 décembre 1901.

Actif

(Approuvé par l'assemblée générale du 10 février 1902.)

Passif

Actif				Passif			
I. Caisse.				I. Emission de billets.			
9,600,000	—	Espèces en caisse (couverture des billets).		Billets en circulation	23,659,400	—	
1,950	—	Espèces à la chambre de compensation compte A.		Propres billets en caisse	340,600	—	24,000,000
920,300	—	Autres valeurs en espèces ayant cours légal.		II. Engagements à courte échéance.			
10,522,350	—	Encaisse légale.		(Remboursables au plus tard dans les 8 jours.)			
340,600	—	Propres billets en caisse (voir annexe n° 1).		Comptes de virements et de chèques	3,772,486	69	
355,300	—	Billets des autres banques d'émission.		Banques d'émission suisses, comptes créanciers	596,599	65	
5,250	—	Billets à la chambre de compensation compte B.		Correspondants créanciers	1,090,564	45	
11,286,772	70	Autres valeurs en caisse.		Dividendes échus et non encaissés	7,306	—	5,466,956
II. Créances à courte échéance.				IV. Engagements à terme.			
52,691	30	(Disponibles au plus tard dans les 8 jours.)		(Avec terme de remboursement dépassant 8 jours.)			
47,320	75	Bons de caisse et effets sur la place non rentrés.		Caisse de prévoyance des employés			72,517
698,193	65	Banques d'émission suisses, comptes débiteurs.		V. Comptes d'ordre.			
1,157,739	15	Correspondants étrangers débiteurs.		Récompte du portefeuille de change, voir détail dans le	91,486	75	
359,533	45	Correspondants suisses débiteurs.		Récomptes des autres créances à termes (compte de profits et pertes)	17,833	75	
III. Créances sur effets de change.				Dividende à répartir pour l'exercice 1901	540,900	—	649,320
a. Etat réglementaire du portefeuille.				VI. Fonds propres.			
Effets escomptés sur la Suisse:				Capital versé	12,000,000	—	
4,717,164.	40	échus dans les 30 jours.		Réserve statutaire	500,000	—	
4,836,769.	40	" entre 31 et 60 "		Réserve pour aménagements de l'immeuble (allocation de 1901)	25,000	—	
3,604,723.	60	" " 61 et 90 "		Report du solde de bénéfice pour 1902	11,216	25	12,536,216
707,676.	25	" " 91 et 120 "					
Effets sur l'Etranger:							
1,907,434.	45	échus dans les 30 jours.					
988,571.	30	" entre 31 et 60 "					
108,386.	55	" " 61 et 90 "					
Avances sur titres:							
397,100.	—	échus dans les 30 jours.					
103,100.	—	" entre 31 et 60 "					
155,400.	—	" " 61 et 90 "					
31,200.	—	" " 91 et 120 "					
Avances surnantissements de titres avec billets:							
45,000.	—	échus dans les 30 jours.					
14,000.	—	" entre 31 et 60 "					
20,000.	—	" " 61 et 90 "					
10,000.	—	" " 91 et 120 "					
Avances hypothécaires avec billets:							
200,000.	—	échus dans les 30 jours.					
250,000.	—	" entre 61 et 90 "					
b. Autres créances sur effets de change.							
19,732,050	80	Effets à l'encaissement.					
IV. Autres créances à terme.							
(Disponibles après 8 jours.)							
959,016	05	Comptes courants débiteurs avec crédits couverts.					
2,404,632	35	Rescriptions municipales, bons du trésor anglais et valeurs diverses.					
V. Placements à terme indéfini.							
7,777,816	20	Effets publics: Obligations suivant inventaire (voir annexe n° 2).					
VII. Placements fixes.							
865,000	—	Immeuble à l'usage de la banque.					
1,000	—	Mobilier de la banque.					
866,000	—						
42,725,011	20						

Annexes au bilan annuel de la Banque du Commerce au 31 décembre 1901.

Annexe n° 1. Etat des billets de banque au 31 décembre 1901.

	Emission	En caisse	En circulation
1250 billets de fr. 1000	= 1,250,000	36,000	1,214,000
2,200 " " " 500	= 1,100,000	18,000	1,082,000
156,500 " " " 100	= 15,650,000	212,300	15,437,700
120,000 " " " 50	= 6,000,000	74,300	5,925,700
279,950 billets	= 21,000,000	340,600	23,659,400

Annexe n° 2. Inventaire des titres.

Désignation	Nominal	Cours	Valeur
fr. 97,500 3 1/2 % Capital Emprunt genevois 1888 (entrepôts)	Fr. 97,500	100	97,500
" 17,000 3 1/2 % " Cédula Caisse hypothéc. de Genève	" 17,000	100	17,000
" 2,600 3 1/2 % Oblig. Ch. de fer Jura-Simplon	" 1,800,000	500	1,300,000
" 600 4 % " " Nord-Est Suisse 1887	" 250,000	900	250,000
" 160 3 1/2 % " Ch. de fer Central Suisse 1895	" 160,000	500	158,400
" 50 3 1/2 % " " " 1894	" 50,000	990	49,500
" 200 3 1/2 % " " Jura-Berne-Lucerne 1889	" 200,000	1000	200,000
" 450 3 % " Ch. de fer Franco-Suisse	" 225,000	470	211,500
" 100,000 3 1/2 % Capital Oblig. Ch. de fer St-Gothard	" 100,000	100	100,000
" 200,000 3 1/2 % " Emprunt Empire Allemand	" 200,000	100 & 123.75	247,500
" 200,000 3 % " " " 1890	" 200,000	90 & 123.75	222,750
" 200,000 3 1/2 % " Lettres de gage Crédit foncier Prussien 1894	" 200,000	92 & 123.75	237,700
" 50,000 4 % " Lettres de gage Crédit foncier 1899	" 50,000	100 & 123.75	61,875
" 200,000 4 % " Ch. de fer Rjasau Ouralisk 1898	" 200,000	100 & 123.75	247,500
A reporter			3,391,225

Désignation	Nominal	Cours	Valeur
Report			3,391,225
£ 10,000 2 1/4 % Capital Consolidés Anglais	£ 10,000	94 1/4 & 2.25	287,950
\$ 27,000 5 % " Mobile Ohio Car Trust (or)	\$ 27,000	100 & 5.18	189,860
" 25,000 4 1/2 % " Rusland Rd. Cy. Equipment bonds, or	" 25,000	100 & 5.18	129,500
" 25,000 5 % " Wabash Rd. Cy. Equipment bonds, or	" 25,000	105 & 5.18	136,975
" 20,000 4 % " Erie Rd. Cy. Pennsylvania Collateral	" 20,000	95 1/4 & 5.18	98,650
" 20,000 4 % " Ch. de fer Northern Pacific	" 20,000	106 & 5.18	109,810
£ 6,000 5 % " Ch. de fer Canadian Pacific (1 ^{re} Mortgage)	£ 6,000	114 & 25.25	172,710
" 8,000 3 1/2 % " Emprunt Ottoman 1894	" 8,000	98 & 25.25	197,960
" 8,000 4 % " Egyptian Tribut	" 8,000	100 & 25.25	202,000
Fr. 100 3 1/2 % Oblig. Egypte privilégiées	Fr. 250,000	520	260,000
" 400 4 % " Ville de Rome, or	" 200,000	500	200,000
" 2,000 3 % " Ch. de fer Méridionaux Italiens	" 1,000,000	322	644,000
" 1,500 3 % " Ch. de fer Autrichiens	" 750,000	487	684,100
" 2,000 3 % " Oblig. Lombards (anciennes)	" 1,000,000	340	680,000
" 2,000 3 % " Ch. de fer P. L. M. (fusion ancienne)	" 1,000,000	462	924,000
A déduire:			
Solde du compte laissé en réserve pour différence éventuelle des cours			429,983
			7,777,816

Nichtamtlicher Teil — Partie non officielle

Proletarisierung in Preussen.

In der «Zeitschrift des preussischen Statistischen Bureau» veröffentlicht der Ober-Regierungsrat Georg Evert, Mitglied dieses Bureau, eine «Social-statistische Streifzüge durch die Materialien der Ergänzungssteueranlagung in Preussen» betitelt Abhandlung, die mancherlei neue und bemerkenswerte Mitteilungen über die Ergebnisse enthält, welche bezüglich der Ausdehnung der vermögenden Volksschichten, der Höhe und der Verteilung des Privatvermögens, sowie der auf diesem Gebiete stattfindenden Bewegungen aus den Materialien der bisher für die Jahre 1895, 1896, 1897/98 und 1899/1901 erfolgten Ergänzungssteueranlagungen gewonnen worden sind.

Zu den «besitzenden Klassen» werden zunächst alle diejenigen Personen gerechnet, welche ein Vermögen von mehr als 6000 Mk. besitzen. Die Zahl dieser Censiten (ohne die Angehörigen) betrug 1895 im ganzen preussischen Staate 1,452,332 und vermehrte sich in den Veranlagungsjahren 1896, 1897 und 1899 auf 1,466,745 bzw. 1,179,855 und 1,221,876. Auch die ergänzungssteuerpflichtige Bevölkerung (Censiten mit Angehörigen) hat zugenommen, nämlich von 4,330,705 Köpfen im Jahre 1895 auf 4,379,951 im Jahre 1896, 4,436,303 in 1897 und 4,567,509 in 1899. Sehr beachtenswert ist aber die Thatsache, dass die ergänzungssteuerpflichtige Schicht der Bevölkerung in jedem Jahre weniger gewachsen ist, als die Gesamtbevölkerung des Staates, mit anderen Worten: dass die ergänzungssteuerpflichtige Bevölkerung von Jahr zu Jahr einen geringeren Bruchteil der Gesamtbevölkerung ausmacht. Im ganzen Staate nämlich umfasste sie in den Jahren 1895: 14,05, 1896: 13,97, 1897: 13,93 und 1899: 13,88 % der Bevölkerung. Dieser Rückgang ist um so bemerkenswerter, als er in eine Jahresreihe fällt, die sich im allgemeinen durch einen ungewöhnlich lebhaften wirtschaftlichen Aufschwung kennzeichnet.

Und zwar betrug die ergänzungssteuerpflichtige Bevölkerung in Prozenten der Gesamtbevölkerung:

	1895	1896	1897	1899
in den Städten . . .	18,64	18,49	18,29	18,07
auf dem Lande . . .	14,33	14,30	14,35	14,48
überhaupt . . .	14,05	13,97	13,93	13,88

Auf dem Lande hat jene Schicht sich also noch etwas ausgedehnt, nämlich von 14,33 auf 14,48 %; in den Städten aber ist sie nicht unerheblich zusammengeschumpft: von 18,64 auf 18,07 %. Nun wächst von Jahr zu Jahr die städtische Bevölkerung zu einem grösseren Bruchteile der Gesamtbevölkerung heran. Sie zählte im Jahre 1895: 12,450,513 Köpfe = 40,41 % der Gesamtbevölkerung, im Jahre 1899 13,954,499 Köpfe, d. h. bereits 42,40 %. So ist es nur natürlich, wenn die Staatsziffer immer mehr durch die städtische beeinflusst wird, also ebenfalls einen leichten, aber regelmässigen Abfall zeigt.

Auf dem platten Lande, zu welchem im Sinne dieser Statistik alle Landgemeinden und Gutsbezirke ohne Rücksicht auf ihren wirtschaftlichen Charakter gehören; sind zahlreiche Landgemeinden als Villenorte grosser Siedler oder in ähnlicher bevorzugter Lage sehr in der Ausdehnung begriffen und mit einer rasch wachsenden Anzahl wohlhabender Einwohner gesegnet. So ist es erklärlich, wenn in der Provinz Brandenburg, welche besonders viele Gemeinden dieser Art enthält, die ergänzungssteuerpflichtige Bevölkerung des «platten Landes» von 14,75 auf 15,27 % der Gesamtbevölkerung zugenommen hat, im Bezirke Potsdam (mit den Vororten Berlins), sogar von 14,61 auf 15,38 %, also bedeutend mehr als im Staate überhaupt. Hierdurch allein ist aber das Wachstum der Gesamtbevölkerung des platten Landes nicht bedingt; denn mehrere Provinzen, in denen nur wenige Gemeinden jener Art vorhanden sind, weisen ebenfalls eine Steigerung auf: Ostpreussen von 9,51 auf 10,23, Pommern auf 11,79 auf 12,10, Posen von 8,78 auf 8,92, Schleswig-Holstein von 20,12 auf 20,57, Hannover von 20,84 auf 21,48 %. Sonst hat nur noch Hessen-Nassau eine Zunahme von 16,85 auf 17,74 %; alle anderen Provinzen zeigen eine Abnahme: Westpreussen von 9,01 auf 8,95, Schlesien von 9,37 auf 9,16, Sachsen von 17,52 auf 17,45, Westfalen von 18,39 auf 17,39, die Rheinprovinz von 17,22 auf 17,03 %. Die Abnahme betrifft (abgesehen von Westpreussen) vorzugsweise diejenigen Landesteile, in denen auch auf dem platten Lande gewerblich-städtisches Wesen sich mehr und mehr ausbreitet.

Nicht ganz so liegen die Verhältnisse in den Städten. Wenn jemals, so wäre gerade in den Jahren von 1895 bis 1899 eine Ausdehnung der ergänzungssteuerpflichtigen Bevölkerungsschicht in den preussischen Städten zu erwarten gewesen; stieg doch hier das ergänzungssteuerpflichtige Vermögen von 38,35 auf 43,33, also um fünf Milliarden in vier Jahren, während auf dem «Lande» nur eine Zunahme um eine, nämlich von 25,57 auf 26,59 Milliarden zu verzeichnen war. Trotzdem ist der Bruchteil, welchen die ergänzungssteuerpflichtige Bevölkerung von der Gesamtbevölkerung ausmacht, in regelmässigem Sinken, und zwar bisher von 13,64 auf 13,07 %, begriffen.

Während in den kleineren, noch nicht einen selbständigen Kreis bildenden Städten die «bemittelte» Schicht noch etwas ausgedehnt ist als auf dem Lande, ist die gleiche Schicht in den Stadtkreisen um etwa ein Viertel weniger ausgedehnt und dabei bisher noch in regelmässiger Verengerung begriffen.

In einer Reihe von Stadtkreisen war der mehr erwähnte Bruchteil noch merklich grösser, als im Staatsdurchschnitt sowie im Durchschnitt des platten Landes. Es handelt sich dabei aber fast durchweg um Städte in bevorzugter Lage, die sie zu beliebigen Sitzen unabhängiger, vermögender Personen macht. An den eigentlichen Mittelpunkten des industriellen Schaffens bleibt jener Bruchteil in der Regel um so weiter hinter dem Durchschnitt des Staats und selbst hinter dem der Stadtkreise zurück. Die Eingemeindungen erklären manche auf den ersten Blick auffällige Erscheinung, wie z. B. das Zurückbleiben einer als so «reich» geltenden Stadt wie Frankfurt a. M. hinter anderen wie Hannover. Auffällig tief steht Berlin. Auch Charlottenburg, zu welchem einige räumlich eng mit Berlin zusammenhängende, vorzugsweise von Bemittelten bewohnte Strassen gehören, tritt nicht besonders günstig hervor.

Da die allgemeine Entwicklung in Preussen wie in Deutschland ein andauerndes Wachstum gerade der grösseren Städte erwarten lässt, in denen der steuerpflichtige Bruchteil der Bevölkerung verhältnismässig gering ist und noch weiter abzunehmen scheint, vermutet der Verfasser, dass dieser Einfluss sich mehr und mehr auch in der Staatsziffer geltend machen werde. In einigen Gebieten, namentlich auf dem platten Lande der westlichen Ackerbauergegenden mit ihrem zahlreichen Bauernstand, wird die Staatsziffer noch weit überschritten, am meisten (im Jahre 1899) in den Regierungsbezirken Hannover, Münster, Lüneburg, Minden, Stade, Osnabrück, Schleswig, Koblenz, Hildesheim. Hier gehört der fünfte bis vierte Teil der Bevölkerung zu vermögenssteuerpflichtigen Haushaltungen. Die Bezirke Hannover und Münster, ja sogar der von der Natur so wenig beladene Bezirk Lüneburg übertreffen in der Breite der besitzenden Bevölkerungsschicht also noch die «reichsten» Städte des Landes, d. h. hier diejenigen,

welche die verhältnismässig ausgedehnteste steuerbare Bevölkerung umfassen, nämlich Bonn und Wiesbaden. Den Gegensatz bilden einige östliche Bezirke mit vorwiegendem Grossgrundbesitz. In Stralsund nehmen nur 7,93, in Posen 8,44, in Oppeln 8,48, in Danzig 8,56, in Breslau 8,66, in Marienwerder 9,20, in Königsberg 9,21, in Bromberg 9,84 % der Bevölkerung an einem steuerbaren Vermögen teil.

Ein bevölkerungs- wie socialstatistisch gleich bemerkenswertes Ergebnis zeigt sich noch darin, dass zu einem städtischen Censiten durchschnittlich noch 2,21, zu einem ländlichen 3,20 Angehörige gehörten. Es ist namentlich die durchschnittliche Kinderzahl bei den verheirateten ländlichen Censiten der «besitzenden Klassen» viel grösser als in den Städten. Hierin wird auch einer der Gründe dafür liegen, dass die ländlichen Vermögen, wie die Ergänzungssteueranlagungen ergeben, durchschnittlich sehr viel kleiner als die städtischen sind.

Recettes des donanes et des contributions indirectes en France.

Pendant les années 1901, 1900 et 1899.

DÉSIGNATION	1901 mille fr.	1900 mille fr.	1899 mille fr.
Service des contributions indirectes:			
Boissons et droit de fabrication des bières . . .	411,905	510,729	501,131
Sels	9,644	9,480	9,183
Sucres et glucoses	129,002	162,009	166,992
Droits divers et rec. à diff. titres	155,298	188,862	187,656
Vente des tabacs	418,501	415,285	413,274
Vente des poudres	12,716	11,463	12,474
Vente des allumettes	81,594	81,073	80,578
Total	1,163,663	1,268,901	1,271,238
Service des douanes:			
Droits d'importation: Sucres	18,596	24,284	32,465
Droits d'importation: Cértales	30,553	16,579	20,589
Droits d'importation: Autres marchandises	342,990	367,172	388,563
Droits de statistique	7,649	7,883	7,429
Droits de navigation	7,673	7,809	7,589
Droits et produits divers de douanes	5,351	5,522	5,724
Taxe de consommation des sels	24,524	28,994	23,122
Total	426,726	473,195	485,221
A déduire les dép. pour primes ou drawbacks:			
Rembours. à forfait sur tiss. de coton exportés	56	54	43
Rembours. de droits autorisés après	638	882	415
Revision des liquidations	325	321	220
Total	1,019	1,207	678
Reste acquis au Trésor	425,707	471,986	484,543

Aussenhandel Englands.

Januar.

	1901 £	1902 £	Differenz gegen 1901 £
Einfuhr			
Lebende Tiere	697,419	649,882	— 47,537
Nahrungsmittel:			
a. zollfrei	13,843,506	14,889,213	+ 1,045,707
b. zollpflichtig	4,084,853	5,388,665	+ 1,298,812
Tabak	402,322	399,783	— 2,539
Metalle	2,855,315	2,609,354	— 245,961
Chemische Produkte und			
Farbwaren	491,300	525,509	+ 34,209
Oele	972,291	1,111,560	+ 139,569
Rohstoffe für die Textil-			
industrie	9,218,659	10,892,272	+ 1,673,613
Andere Rohstoffe	4,073,790	3,872,292	— 201,558
Fabrikate	7,824,748	7,745,248	— 79,505
Andere Artikel	1,435,851	1,958,080	+ 522,179
Poststücke	87,462	94,305	+ 6,843
Total	45,987,516	50,181,848	+ 4,143,892
Ausfuhr			
Lebende Tiere	40,910	47,119	+ 6,179
Nahrungsmittel	1,015,525	1,232,048	+ 218,523
Rohstoffe	2,877,096	2,392,912	— 484,174
Garne und Gewebe	9,943,086	9,779,079	— 164,007
Metalle u. Metallarbeiten	3,622,553	3,569,009	— 53,544
Maschinen	1,458,453	1,419,311	— 39,117
Schiffe	449,667	584,240	+ 134,573
Konfektion	1,103,788	1,046,532	— 57,256
Chemische und pharmaceutische Produkte	852,540	756,377	— 96,073
Andere Artikel	3,092,136	3,118,757	+ 26,621
Poststücke	294,842	289,160	— 5,682
Total	24,753,531	24,954,574	— 498,957
Wiederausfuhr	5,051,807	5,840,448	+ 788,159
Totalausfuhr	29,804,838	29,595,020	— 209,818
Mehreinfuhr	16,182,678	20,586,328	+ 4,403,650

Verschiedenes — Divers.

Goldproduktion des Witwatersrand. Der Londoner Finanzchronik zufolge betrug die Goldproduktion des Witwatersrand in dem Jahre 1896 2,284,874 ozs., 1897 3,034,674 ozs., 1898 4,295,602 ozs., 1899 infolge der Abnahme der Produktion in den drei letzten Kriegsmonaten des Jahres 4,069,166 ozs., 1901, beginnend im Mai, 238,991 ozs.

Marché charbonnier en Allemagne. D'après le *Moniteur des intérêts matériels* on ne constate pas de changements bien importants dans la tenue du marché charbonnier, qui reste faiblement tenu.

Le syndicat maintient les prix, mais il va se trouver bientôt embarrassé par la production, qui continue à rester très supérieure à la consommation à mesure que la production de coke et par suite la consommation de charbons à coke diminue davantage.

Jusqu'à présent on peut dire que le syndicat n'a pas traversé de crise sérieuse, et il sera d'autant plus intéressant de voir comment il traversera celle qui pèse actuellement sur l'industrie charbonnière, en Allemagne surtout.

Pour le coke la situation reste précaire et la diminution de production du mois de février 1902 a été fixée à 38 % et sera peut-être encore augmentée pour les mois qui vont suivre.

Druckfehler-Berichtigung. In Nr. 61, pag. 244, erste Spalte, lese man das letzte Wort statt Tonnen: Personen.